



La certification qualité a été délivrée au titre des catégories d'actions suivantes :  
ACTIONS DE FORMATION  
BILANS DE COMPÉTENCES

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

V1 MAJ : 20/01/2023

Le RLise Les Sablières est une association loi 1901, dont le siège social est 1 rue de Barcelone, 34 350 VENDRES sous le numéro SIRET40815386400041, dispense des prestations de formation, des bilans de compétences, d'accompagnement, de conseil.

Toute commande de prestation au RLise par le Client est soumise aux présentes conditions générales de vente et la signature d'un des documents contractuels prévus à l'article 1er emporte de plein droit leur acceptation par le Client.

Le RLise Les Sablières effectue la ou les prestations commandées soit avec ses moyens propres, soit avec le concours d'autres organismes avec lesquels elle aura passé des contrats de cotraitance ou de sous-traitance.

## Article 1 - L'Achat de prestations

L'achat de *prestation au RLise* prend l'une des formes suivantes :

- Une convention ou un *contrat de formation* professionnelle
- Un contrat de prestation de service

La conclusion d'une convention professionnelle est obligatoire pour l'organisation des prestations ci-dessous :

- Bilan de compétences
- Actions de formation professionnelle

## Article 2 - L'Acte contractuel

### 2.1 Mentions

L'acte contractuel mentionne, outre les mentions obligatoires : le nom *et* le prénom ou la dénomination/raison sociale du Client, son n° SIRET, sa domiciliation, le nom de son représentant dûment habilité, ainsi que tout renseignement d'ordre pratique (téléphone, mail, télécopie).

Pour permettre, le cas échéant, l'imputation des sommes versées au RLise sur la participation du Client au développement de la formation professionnelle continue, le document contractuel comporte les mentions prévues à l'article R. 6353-1 du Code du travail.

Si, au moment de la passation de commande, le ou les noms des participants ne sont pas connus par le Client, celui-ci peut les communiquer au RLise au plus tard 5 jours ouvrés avant le démarrage des actions. A défaut, la responsabilité du RLise ne saurait être engagée à quelque titre que ce soit.

### 2.2 Conclusion et modification

L'acte contractuel est définitivement formé dès sa signature par les parties concernées. Chacune reçoit un exemplaire du document original. Au cours de l'exécution des prestations, les modifications négociées entre les parties donnent lieu à la signature d'un avenant au document contractuel.

## Article 3 - Sanction

En cas de réussite du bénéficiaire aux épreuves de validation, les prestations réalisées par le RLise donnent lieu, selon les cas, à la délivrance d'une attestation de présence à l'intention du bénéficiaire.

## Article 4 - Prix

Les prix des prestations du RLise font référence aux stipulations contractuelles. Sauf dispositions particulières, ils incluent les frais pédagogiques, l'utilisation des salles et/ou ateliers de formation ainsi que celle du matériel pédagogique.

## Article 5 - Facturation

Les actions de formation d'une durée de moins de 6 jours sont facturées 100% d'avance à la signature de l'acte contractuel. Une facture finale est envoyée à l'issue de la prestation.

Les actions de formation ou prestations inférieures à 3 mois sont facturées 50% d'avance avant le démarrage de la prestation. Le solde est facturé à l'issue de la prestation.

Les actions de formation ou prestations supérieures à 3 mois sont facturées 20% d'avance avant le démarrage de la prestation. Facturation intermédiaire mensuelle. Le solde est facturé à l'issue de la prestation.

Les dérogations aux règles ci-dessus figurent dans les conditions particulières.

Tout versement d'avance donne lieu à l'émission d'une facture d'avance transmise sur demande.

## Article 6 - Paiement

### 6.1 Avance

Les avances sont exigibles à la signature de l'acte contractuel ou au plus tard 15 jours francs avant le début de la prestation.

### 6.2 Délais de paiement

Sauf dispositions contractuelles particulières, le Client s'acquitte du prix des prestations dans un délai maximal de 30 jours, date d'émission de facture.

### 6.3 Modalités de règlement

Les prestations sont réglées par virement bancaire ou, le cas échéant, conformément aux conditions négociées avec le Client.

### 6.4 Pénalités de retard

La date de règlement figurant sur la facture constitue le point de départ pour le calcul des pénalités de retard. Le taux des pénalités de retard est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de financement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. La facturation des pénalités de retard peut intervenir à tout moment, sans rappel préalable de la part du RLise, conformément à l'article L. 441-6 du Code de commerce. A ces pénalités de retard s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé par décret. Si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire, une indemnisation complémentaire à hauteur des dépenses justifiées est demandée par le RLise.

### 6.5 Paiement anticipé

Les paiements anticipés n'ouvrent pas droit à escompte.

### 6.6 Paiement subrogé

Si le Client souhaite que le règlement soit effectué en tout ou partie par un opérateur de compétences ou un autre organisme financeur, il s'engage dans tous les cas à :

- Fournir au RLise l'attestation de financement délivrée par cet organisme avant le début de la prestation
- Répondre, en tant que de besoin, aux demandes de l'organisme financeur

Dans le cas où la prise en charge de l'organisme financeur ne peut finalement être obtenue avant la première échéance de facturation ou bien si la prise en charge est partielle, le reliquat du coût des prestations est facturé au Client. Dans tous les cas, le Client s'assure personnellement du paiement au RLise par l'organisme financeur ou, à défaut, supporte la charge de ce paiement.

## Article 7 – Juridictions des prestations

RLise fournit, sur demande, tout document ou pièce de nature à justifier la réalité et la validité des dépenses engagées conformément à l'article L. 6361 - I et s. du Code du travail.

A défaut, et pour toute absence de réalisation totale ou partielle, RLise rembourse les sommes indûment perçues, en application des dispositions de l'article L. 6354-1 du même code.

## Article 8 – Résiliation

En cas de manquement aux obligations souscrites, la partie créancière de l'obligation inexécutée doit mettre en demeure la partie défaillante de remédier à la situation.

La mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours ouvre le droit à la partie commanditaire de résilier la convention ou le contrat en cause.

La résiliation sera considérée comme effective à l'issue d'un délai de quinze (15) jours. Toute résiliation entraîne l'exigibilité immédiate des factures émises par le RLise.

Lorsque le manquement consiste en un défaut de paiement total ou partiel d'une seule échéance contractuellement prévue, toutes les factures sont dues par le Client au prorata des prestations fournies augmentées, le cas échéant, des pénalités de retard

prévues à l'article 6.3. De plus, le Client doit au RLlse une indemnité égale à 50% du prix des prestations restant à réaliser au titre du/des préjudices subi(s) par du fait de la résiliation.

#### **Article 9 - Annulation, Report ou Abandon - Débit formation**

Toute demande d'annulation de prestation à l'initiative du Client doit être notifiée au RLlse par écrit (lettre courriel, télécopie). En cas d'annulation par le Client sans motif ou pour des motifs qui lui sont propres, moins de quinze (15) jours francs avant le commencement des prestations, le RLlse facturera des droits d'annulation représentant 50% du prix des prestations annulées. En cas d'annulation tardive par le Client moins de sept (7) jours francs avant le début des prestations ou de non-présentation du participant aux jour et heure fixés par le RLlse les droits d'annulation représenteront 80% du prix des prestations annulées. Pour le cas où les prestations sont annulées par le RLlises, le Client est informé par écrit et a le choix entre le remboursement des sommes versées ou le report de la prestation à une date ultérieure sans pouvoir prétendre à toute autre indemnisation de ce chef.

Le RLlse se réserve la faculté de reporter ses prestations. Le Client est dans ce cas informé par écrit dans les meilleurs délais. Il ne peut prétendre à aucune indemnisation de ce chef.

En cas d'abandon définitif de sa formation par le stagiaire, les périodes de formation effectivement suivies sont facturées par AFPA Entreprises. De plus, tout départ anticipé du stagiaire ouvre le droit au versement d'une indemnité égale à 50% du prix des prestations non réalisées. Cette indemnité est due au titre du dédommagement du RLlse et donnent lieu à l'émission d'une facture séparée.

#### **Article 10 - Force majeure**

Lorsque, par suite de cas de force majeure répondant aux caractéristiques définies par la loi et la jurisprudence en cours, RLlse est dans l'impossibilité de poursuivre la prestation, le contrat ou la convention conclue avec le Client est résilié de plein droit sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnité. Le Client est toutefois tenu au paiement prorata temporis des prestations réalisées par RLlse.

#### **Article 11 - Dispositions relatives aux achats de prestations par un Client non professionnel**

Est considérée comme Client non professionnel toute personne physique qui achète à titre individuel et à ses frais une ou des prestations au RLlse. Dans ce cas, un contrat de formation professionnelle conforme aux prescriptions de l'article L. 6353-4 du Code du travail est obligatoirement conclu. A compter de la signature de ce contrat le Client non professionnel dispose d'un délai de rétractation de 10 jours calendaires. L'exercice du droit de rétractation se fait par lettre recommandée avec avis de réception, le cachet de la poste faisant foi.

Le prix de la prestation est fixé par le contrat. Le RLlse peut exiger le paiement d'une avance pouvant aller jusqu'à 30% de ce prix. Toutefois, celle-ci ne sera due qu'après l'expiration du délai de 10 jours en application de l'article L. 6353-6 du Code du travail.

Le solde du prix est facturé selon un échéancier fixé par le contrat de formation professionnelle. Le délai de règlement maximal est de 30 jours, date d'émission de facture. Tout défaut de paiement rend immédiatement exigibles les sommes dues au RLlse. Outre ces sommes, le Client non professionnel est redevable d'une indemnité correspondant à 20% du solde impayé. Cette indemnité est due à compter de la mise en demeure adressée par Le RLlse par lettre recommandée avec avis de réception. Par ailleurs, l'absence de règlement total ou partiel ou tout incident de paiement, ouvre le droit au RLlse de suspendre ou de résilier le contrat dans les conditions mentionnées à l'article 8.

#### **Article 12 - Responsabilité du RLlse**

L'obligation souscrite par Le RLlse dans le cadre des prestations qu'elle délivre est une obligation de moyens et ne peut en aucun cas être interprétée comme une obligation de résultat.

#### **Article 13 - Propriété intellectuelle**

En application de la législation relative à la propriété intellectuelle, les inventions, les œuvres littéraires et artistiques (tels que les programmes informatiques, les brochures, les documents, les vidéos, et plus généralement toute création) et les signes utilisés à titre de marque mis à la disposition du Client et de son personnel sont propriété du RLlse ou de ses donneurs de licence. En conséquence, l'exploitation, la reproduction, l'adaptation, la traduction, la commercialisation et la représentation par tout procédé de communication de tout ou partie de ceux-ci sont interdites tant pour le Client que pour son personnel sous peine de poursuites judiciaires.

#### **Article 14 - Protection et accès aux informations à caractère personnel**

Le RLlse s'engage à informer chaque Stagiaire que :

Des données à caractère personnel le concernant sont collectées et traitées dans le cadre strict de l'inscription, de l'exécution et du suivi de sa formation et d'amélioration de l'offre du RLlse ;

Conformément à la loi n° 75-17 du 6 janvier 1978, le Stagiaire dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectifications des données à caractère personnel le concernant. Le Stagiaire pourra exercer ce droit en écrivant à : Délégué la protection des données RLlse 1 rue des Barcelone 34 350 VENDRES ou par vote électronique à : [rgpd@rlise.fr](mailto:rgpd@rlise.fr)

En particulier Le RLlse conserve les données liées au parcours et à l'évaluation des acquis du Stagiaire, pour la durée légale de prescription des contrôles administratif et financier applicables aux actions de formation.

**Article 15 - Médiation**

Sans préjudice des autres voies de recours existantes, tout différend ou litige dit de consommation peut faire l'objet d'un règlement amiable par la voie de la médiation auprès de la direction du Le RLlse dans les conditions posées par les articles L. 611-I et suivants du code de la consommation.

La demande doit être adressée à [centreformation@rlise.fr](mailto:centreformation@rlise.fr), comprendre les coordonnées postales l'adresse électronique et le numéro de téléphone du consommateur, ainsi que les nom et adresse complète de l'établissement concerné, un exposé succinct des faits, et la preuve de l'accomplissement des démarches préalables auprès du RLlse.

**Article 16 - Litiges**

Pour tout différend relatif à l'exécution de la convention ou du contrat, le règlement à l'amiable sera privilégié. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour traiter du litige.

**Article 17 – Loi applicable**

Les conditions générales de vente et toutes relations du RLlse avec ses Clients relèvent de la loi française.